

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2667

**12 JUILLET 1990. — Décret modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, un § 1<sup>bis</sup> est inséré qui est rédigé comme suit :

« Par dérogation au § 1, un droit d'inscription est fixé annuellement par arrêté de l'Exécutif pour les élèves qui s'inscrivent en 7<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire général.

Le produit de ce droit d'inscription est déduit de la première tranche de subventions de fonctionnement accordées aux établissements concernés. Pour l'année scolaire 1990-1991, ce droit est fixé à 5 000 francs. Il est ramené à 2 500 francs pour les bénéficiaires d'allocations d'études. »

**Art. 2.** Toute demande introduite en vue d'obtenir une équivalence en application de la loi du 19 mars 1971 est frappée d'un droit pour frais administratifs dont le montant est fixé par arrêté de l'Exécutif.

Le montant de ce droit est versé à un fonds créé à la Section particulière du budget et dont le produit est affecté au fonctionnement de l'enseignement concerné.

**Art. 3.** Tout membre du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, nommé définitivement à une fonction et désigné provisoirement pour toutes ses prestations de définitif ou une partie de celles-ci dans la même fonction ou dans une fonction donnant droit à une échelle de traitement égale ou supérieure à celle dont il bénéficie, continue à être rétribué sur la base de la fonction à laquelle il est nommé définitivement et obtient en outre, le cas échéant, une allocation dont les règles d'octroi et de calcul sont fixées par l'Exécutif de la Communauté française.

**Art. 4.** Le deuxième alinéa de l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant du droit d'inscription à une année d'études ne peut être inférieur à vingt et un mille francs; ce montant est toutefois ramené à deux mille francs s'il s'agit d'un étudiant boursier.

Le Conseil d'administration de chaque institution universitaire est autorisé à percevoir un droit sur la délivrance des originaux ou des copies des diplômes, certificats ou attestations de quelque nature que ce soit.

Le produit de ces droits est attribué au patrimoine non affecté. »

**Art. 5.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par les arrêtés royaux n° 462 du 17 décembre 1986 et n° 505 du 31 décembre 1986.

---

Séance 1989-1990.

Documents du Conseil. N° 147. — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport, n° 3 : Amendements.  
Rapport intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 juillet 1990.

1° Le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Un minerval est imposé aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long et du 3<sup>e</sup> degré et dans les conservatoires royaux de musique, organisés ou subventionnés par la Communauté française. L'Exécutif fixe le montant minimum, le mode de recouvrement et l'éventuelle exonération totale ou partielle de ce minerval.

§ 2bis. Les subventions de fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur de plein exercice de type court et du 3<sup>e</sup> degré subventionné par la Communauté sont diminuées, à concurrence du montant perçu au titre du minerval visé au § 2.

§ 2ter. Les montants minima du minerval visé au § 2 perçus par les institutions de type long de plein exercice organisées ou subventionnées par la Communauté française sont versés, en partie, dans le patrimoine de l'institution et sont, entre autres, destinés au service social.

L'Exécutif de la Communauté française fixe la partie versée au patrimoine. Le montant des subventions de fonctionnement des établissements de type long et de plein exercice est diminué à concurrence de la part du montant perçu au titre du minerval visé au § 2 qui n'a pas été versée au patrimoine.

§ 2quater. Les étudiants dont le minerval imposé au § 2, n'a pas été payé au plus tard le 15 novembre de l'année académique en cours n'entrent pas en ligne de compte pour le financement. »

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale, visé à l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est fixé de la manière suivante :

— dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, 20 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 2 000 francs et un maximum de 3 000 francs par an;

— dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, 30 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 3 000 francs et un maximum de 4 000 francs par an;

— dans les enseignements secondaire et supérieur de promotion sociale, 50 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 3 000 francs et un maximum de 6 000 francs par an dans les sections ou formations à caractère occupationnel ainsi que pour les personnes qui sont âgées de plus de 50 ans à la date d'inscription dans la section ou dans la formation.

§ 2. L'Exécutif de la Communauté française dresse la liste des sections ou formations à caractère occupationnel visées au § 1<sup>er</sup> du présent article.

**Art. 7.** Le dernier alinéa de l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est complété par le texte suivant :

« Lorsque les montants du droit d'inscription sont supérieurs aux montants des crédits de fonctionnement des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ou des subventions de fonctionnement des établissements subventionnés d'enseignement de promotion sociale, la différence entre les montants du droit d'inscription et les crédits ou subventions de fonctionnement est versée sur un compte ouvert à la Section particulière du budget de l'Education, de la Recherche et de la Formation, et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française. »

**Art. 8.** L'arrêté royal du 5 janvier 1987 fixant le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé à la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 6.

**Art. 9.** Les dispositions des articles 6, 7 et 8 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1990.

**Art. 10.** Les articles 12 et 13 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1850 sur l'enseignement moyen, remplacés par la loi du 24 mars 1950, sont abrogés à la date fixée par l'Exécutif.

**Art. 11.** Le nombre de périodes organisables dans l'enseignement secondaire à horaire réduit à l'intention des jeunes qui ont satisfait à l'obligation scolaire ne peut dépasser durant les années scolaires 1990-1991 et 1991-1992, par pouvoir organisateur et par réseau d'enseignement, 125 p.c. du nombre des dites périodes organisées durant l'année scolaire précédente.

**Art. 12.** En matière de perception de droits d'inscription, d'équivalence de titres étrangers aux titres belges ou d'homologation de diplômes, des fonds peuvent être ouverts à la Section particulière du budget.

Les recettes des fonds susvisés sont affectées à des dépenses relatives aux niveaux d'enseignement concernés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation,  
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2667

## 12 JULI 1990. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs(1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijs-wetgeving wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van § 1 wordt jaarlijks, bij besluit van de Executieve, het bedrag vastgesteld van het inschrijvingsgeld voor de leerlingen die zich inschrijven in het zevende leerjaar van het algemeen secundair onderwijs.

De opbrengst van bedoeld inschrijvingsgeld wordt in mindering gebracht van de eerste schijf van de werkingstoelagen toegekend aan bedoelde onderwijsinrichtingen.

Voor het schooljaar 1990-1991 is het bedrag van het inschrijvingsgeld vastgesteld op 5 000 frank, en op 2 500 frank teruggebracht voor de leerlingen die van een studietoelage genieten ».

**Art. 2.** Elke aanvraag ingediend om de gelijkwaardigheid van een diploma te bekomen bij toepassing van de wet van 19 maart 1971, wordt bezwaard met een recht voor administratiekosten, waarvan het bedrag bij besluit van de Executieve wordt vastgesteld.

Het bedrag van bedoeld recht wordt gestort op een fonds geopend op de Afzonderlijke sectie van de begroting; de opbrengst ervan wordt aangewend voor de werking van bedoeld onderwijs.

**Art. 3.** Elk personeelslid van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs, dat vastbenoemd is in zijn ambt en voor zijn volledige prestaties als vastbenoemde of een gedeelte ervan voorlopig aangesteld is in hetzelfde ambt of in een ambt dat recht geeft op een weddeschaal die gelijk is aan of hoger dan die welke hij geniet, blijft bezoldigd op grond van het ambt waarin hij vastbenoemd is; eventueel ontvangt dit personeelslid nog een toelage waarvan de Executieve van de Franse Gemeenschap de toekenning en berekening regelt.

**Art. 4.** Artikel 39, lid 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het inschrijvingsgeld voor een studiejaar mag niet minder dan ééneentwintigduizend frank bedragen.

Voor een beursgerechtigde student wordt dit bedrag op tweeduizend frank teruggebracht.

De Raad van Bestuur van elke universitaire instelling is ertoe gemachtigd, een recht te heffen voor het uitreiken van originele stukken, zoals diploma's, getuigschriften of attesten van welke aard ook, of van afschriften ervan.

De opbrengst van die rechten wordt toegekend aan het niet-gereserveerd patrimonium ».

**Art. 5.** Artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijs-wetgeving, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 462 van 17 december 1986 en nr. 505 van 31 december 1986, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Een schoolgeld wordt opgelegd aan de studenten van de inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, van het lange type en van de derde graad, en van de koninklijke muziekconservatoria, die door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd worden. De Executieve bepaalt het minimumbedrag, de wijze van inning en de eventuele gedeeltelijke of volledige vrijstelling van schoolgeld.

§ 2bis. De werkingstoelagen van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type en van de derde graad worden verminderd met het bedrag van het in § 2 bedoelde schoolgeld.

2ter. De minimumbedragen van het in § 2 bedoelde schoolgeld, geïnd door de inrichtingen met volledig leerplan van het lange type, door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd, worden gedeeltelijk op het patrimonium van de inrichting gestort en zijn o.a. bestemd voor de sociale dienst.

De Executieve van de Franse Gemeenschap bepaalt het gedeelte dat op het patrimonium wordt gestort. Het bedrag van de werkingstoelagen van de inrichtingen van het lange type en met volledig leerplan wordt verminderd met het gedeelte van het in § 2 als schoolgeld bedoelde bedrag dat niet op het patrimonium werd gestort.

§ 2quater. De studenten voor wie het bij § 2 opgelegde schoolgeld niet werd gestort ten laatste op 15 november van het lopende academiejaar, komen niet in aanmerking voor financiering ».

**Art. 6. § 1.** Het bedrag van het inschrijvingsrecht in het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt bepaald als volgt :

— in het secundair onderwijs voor sociale promotie, 20 frank per lestijd van 50 minuten met een minimum van 2 000 en een maximum van 3 000 frank per jaar;

— in het hoger onderwijs voor sociale promotie, 30 frank per lestijd van 50 minuten met een minimum van 3 000 en een maximum van 4 000 frank per jaar;

— in het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie, 50 frank per lestijd van 50 minuten, met een minimum van 3 000 en een maximum van 6 000 frank per jaar in de afdelingen of opleidingen met beroepsdoeleinden, alsook voor personen ouder dan 50 jaar op de datum van inschrijving in de afdeling of opleiding.

§ 2. De Executieve van de Franse Gemeenschap stelt de lijst op van de afdelingen of opleidingen met beroepsdoeleinden, bedoeld in § 1 van dit artikel.

Zitting 1989-1990.

Documenten van de Raad. — Nr. 147. — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 juli 1990.

**Art. 7.** Artikel 12, laatste lid, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt aangevuld met de volgende tekst :

« Indien de bedragen van het inschrijvingsrecht hoger zijn dan de werkingskredieten van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap of dan de werkingstoelagen van de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, wordt het verschil tussen de bedragen van het inschrijvingsrecht en de werkingskredieten of -toelagen gestort op een rekening geopend op de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs, Onderzoek en Vorming. De Executieve van de Franse Gemeenschap beslist over de aanwending van de gestorte bedragen.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 5 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld in het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van artikel 6.

**Art. 9.** De bepalingen van de artikelen 6, 7 en 8 treden in werking op 1 september 1990.

**Art. 10.** De artikelen 12 en 13 van de wet van 1 juni 1850 betreffende het middelbaar onderwijs, vervangen door de wet van 24 maart 1950, worden opgeheven op de datum die door de Executieve wordt bepaald.

**Art. 11.** Het aantal lestijden die in het secundair onderwijs met beperkt leerplan kunnen worden ingericht voor jongeren die aan de leerplicht hebben voldaan, mag tijdens de schooljaren 1990-1991 en 1991-1992, per inrichtend bestuur en per onderwijsnet, niet meer bedragen dan 125 p.c. van het aantal gelijkaardige lestijden ingericht tijdens het vorige schooljaar.

**Art. 12.** Voor het innen van het inschrijvingsgeld, de erkenning van de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's met de Belgische diploma's of de homologatie van diploma's kunnen fondsen worden geopend op de Afzonderlijke sectie van de begroting.

De ontvangsten van bedoelde fondsen worden aangewend voor uitgaven op de betrokken onderwijsniveaus.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme  
en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,  
F. GUILLAUME